

loin de permettre à l'Organisation de surmonter ses difficultés financières. À ce problème s'est ajouté, par la suite, le refus de quelques membres de payer la part de leur cotisation destinée à l'amortissement des obligations et à certains programmes et celui de quatre autres États, dont la Chine, d'acquitter leurs quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient (FUNU II et UNDOF), si bien qu'en 1976 l'O.N.U. connaît un déficit croissant, qui, déjà, dépasse 100 millions et risque fort de s'accroître d'au moins 10 millions de dollars par an si l'on ne trouve pas un remède très rapidement. Afin de faire face à ses obligations courantes, il lui a donc fallu emprunter à court terme des montants de plus en plus importants à plusieurs fonds placés sous la garde du secrétaire général.

Le Canada a été actif dans divers comités constitués de temps à autre en vue d'apporter une solution aux difficultés financières des Nations Unies. Ces comités n'ont pas réussi à résoudre le problème de fond; mais ils ont formulé des propositions visant à améliorer le fonctionnement de l'Organisation, défini les composantes du déficit, et encouragé des États tels que la France, le Japon et les Émirats arabes unis à se joindre aux pays ayant déjà fait des contributions volontaires. La France, quant à elle, cessa de bloquer la part de sa cotisation destinée à l'amortissement des obligations émises.

L'habitude prise par certains États d'acquitter une partie de leur quote-part, pour le Programme d'assistance technique des Nations Unies, en unités monétaires nationales, pour ainsi dire inutilisables à des fins pratiques, aggrave la situation. Ce comportement est symptomatique de la controverse fondamentale suscitée par le financement de programmes adoptés à la majorité mais pris en charge, pour l'essentiel, par une minorité: celle des pays développés, à qui, trop souvent, il est apparu que de nombreuses activités financées principalement par leurs soins, dans le cadre du budget ordinaire, contribuent bien peu au progrès social et économique de l'humanité et ont en réalité simplement servi de prétexte à des affrontements politiques au sein d'assemblées vouées à des débats souvent vains et répétitifs. On a même exprimé la crainte que, faute de pouvoir mettre un terme à la prolifération des activités de valeur douteuse, les pays développés ne cessent d'être les piliers des Nations Unies pour rejoindre